

Brochure n° 3244

Convention collective nationale

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL
DES FRUITS ET LÉGUMES,
ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT « SALAIRES » N° 82 DU 12 JUILLET 2007

NOR : *ASET0750925M*

IDCC : *1505*

Entre :

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers (FNDPL) ;

La fédération nationale de l'épicerie (FNDE) ;

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs (UNFD),

D'une part, et

La fédération des syndicats, commerce, services et force de vente CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et activités annexes FO ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au 1^{er} juillet 2007, le SMIC horaire est passé de 8,27 à 8,44 €.

Dans la grille de salaires de la convention collective nationale de fruits et légumes, épicerie et produits laitiers, le niveau N 1 A se trouve en dessous de ce montant.

Pour rendre le salaire d'embauche plus attractif, les signataires du présent avenant ont décidé de fixer le 1^{er} niveau de la grille de salaires à un taux horaire supérieur au SMIC.

Article 1^{er}
Grille de salaires

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE
N 1 A	8,60
N 1 B	8,70
N 2	8,84
N 3 A	8,97
N 3 B	9,14
N 4 A	9,28
N 4 B	9,52
N 5	11,00
N 6	11,45
N 7	13,65
N 8	15,48

L'application de cet accord de salaires doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail, les entreprises veilleront au respect de :

- l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;
- l'égalité de traitement entre les salariés, quels que soient notamment leur origine, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuses.

Article 2
Formalités administratives

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

La fédération nationale des détaillants de produits laitiers est chargée des formalités nécessaires.

(Suivent les signatures.)